

BLOG — POST

Groenland : trois scénarios pour l'Europe face à un allié prédateur

Janvier 2026 marque une rupture. Ce qui était perçu en 2019 comme une lubie immobilière (vite qualifiée d’“absurde” à Copenhague) est devenu, sous la seconde administration Trump, une exigence coercitive¹.

L’entretien récent du Président Trump, réitérant sa volonté d’obtenir la pleine propriété (ownership), écartant l’idée d’un simple accord de sécurité et suggérant que sacrifier l’OTAN pourrait être “un choix” acceptable pour obtenir le Groenland, transforme l’Arctique en test de souveraineté européenne². La gêne des capitales européennes, entre stupeur, déni et crainte d’un désengagement américain en Ukraine, peut conduire à une vassalisation de fait. Ce papier explore trois scénarios de réponse, de l’inaction à la dissuasion préventive, et examine leurs coûts politiques et militaires pour l’Union européenne et l’Alliance.

I • Le fait brut : Washington menace un allié d’annexion et assume le prix

Depuis début janvier 2026, l’administration Trump a durci son propos en le sortant du registre “transactionnel” pour l’installer dans un registre de souveraineté, donc de contrainte. La Maison Blanche affirme explicitement que “toutes les options” sont sur la table et que l’usage de la force est “toujours une option” à disposition du commandant en chef³. Dans un entretien au New York Times, Trump insiste sur l’idée que la “location” ou un “traité” ne valent pas l’ownership, qu’il dit “psychologiquement” nécessaire ; interrogé sur le dilemme “Groenland ou OTAN”, il répond que “cela peut être un choix”⁴.



Si Trump ne fait pas tout ce qu'il dit, il annonce préalablement tout ce qu'il fait. Trump est certainement intéressé par les ressources du sous-sol Groenlandais (coûteuses néanmoins à exploiter). Mais ce n'est pas sur cela qu'il insiste. A l'entendre, maintenant de façon répétée, son ressort semble davantage territorial – celui d'un magnat de l'immobilier, qui veut agrandir ses possessions.

Il est également clair que l'argument de "sécurité arctique" fonctionne comme une rationalisation. Les États-Unis disposent déjà d'un levier militaire structurel au Groenland : Pituffik (ex-Thule) héberge notamment l'Upgraded Early Warning Radar (ex-BMEWS), opéré par l'US Space Force, élément clef de l'alerte avancée antimissile/anti-attaque. Et le cadre juridique bilatéral (accord de défense de 1951) et son actualisation (Igaliku, 2004) offrent déjà des possibilités d'adaptation de posture, sans transfert de souveraineté⁵. Autrement dit : si l'objectif était seulement "plus de défense", la voie coopérative existe déjà. C'est précisément ce qui rend la revendication d'ownership politiquement explosive à Copenhague, à Nuuk, et chez certains Républicains⁶.

Marco Rubio tente de contenir l'inquiétude européenne en renvoyant à des discussions à venir avec Danois et Groenlandais, tout en se gardant d'exclure explicitement l'option militaire⁷. Mais, dans ce type de crise, l'erreur classique serait de traiter les propos constants de Donald Trump comme un bruit médiatique ou un bluff. Nous savons ce qu'il veut. Il faut le prendre au sérieux, et tenter de l'empêcher d'y arriver.

II • Trois scénarios plausibles (et ce qu'ils impliquent)

Face à cette pression inédite, qui n'exclut explicitement pas la dimension militaire, trois scénarios se dessinent, chacun porteur d'enjeux majeurs.

Scénario 1 – L'Europe temporise, Trump ne rencontre pas d'obstacle : le "Munich de l'Arctique"

C'est le scénario du déni. Paralysés par la peur de voir Washington couper les vivres à Kiev, les Européens (France et Allemagne en tête) choisissent la désescalade verbale et l'inaction sur le terrain. Le Danemark, isolé, subit une pression bilatérale insoutenable. Les États-Unis procèdent à une prise de contrôle administrative et sécuritaire du Groenland, de facto une annexion (ultimatum, "accord" extorqué, ou démonstration de force).

La conséquence dépasse le Groenland : l'Europe est vassalisée. Le monde conclut que l'Union est désormais dans une position similaire aux pays du Pacte de Varsovie face à l'URSS : une souveraineté limitée par les intérêts du grand frère. La notion d'"autonomie stratégique" s'effondre. Les constructions sur "l'Europe de la défense" (capacité d'action, "Boussole stratégique" et autres déclarations) apparaissent rétrospectivement comme autant d'illusions, incapables d'aboutir à une réaction même face à une dépossession territoriale.

Des représailles peuvent intervenir : fermetures des bases américaines en Europe, durcissement des politiques européennes contre les acteurs technologiques américains. Mais ressortir l'Europe de l'ornière après avoir été la cible d'une annexion territoriale sans avoir été capable de se défendre sera très incertain. Comme le soulignait le Président Macron, nous entrerions dans « un autre monde ». Quant à l'OTAN, si un allié peut menacer l'intégrité territoriale d'un autre sans réaction structurée, l'Alliance devient un décor.

Scénario 2 – Renforcement défensif préventif, discret, multilatéral : la “ligne de dissuasion”

Considérant que la faiblesse invite l'agression, une coalition de volontaires (France, Royaume-Uni, pays scandinaves, Allemagne) décide d'épauler le Danemark avant toute action américaine. Une force symbolique mais crédible est déployée préventivement au Groenland : quelques frégates, quelques moyens aériens, et des unités légères positionnées sur des infrastructures critiques.

L'idée n'est pas d'affronter les États-Unis militairement, mais de rendre tout passage à l'acte politiquement prohibitif. Un déploiement européen, même limité, change la nature de l'histoire : obliger Trump à donner l'ordre impensable de tirer sur des alliés fournit des arguments aux élus républicains réticents et au Congrès, dans un contexte où des résolutions type War Powers sont déjà évoquées pour encadrer l'usage de la force⁸.

C'est l'option la plus rationnelle si l'on veut dissuader sans provoquer : empêcher une prise de contrôle “sans heurts”. Le narratif diplomatique doit être calibré, sans mise en scène anti-américaine : ces déploiements visent à renforcer la défense du Groenland et du flanc Nord de l'OTAN contre les risques arctiques et les menaces russes et chinoises invoquées par Washington. Ce cadrage colle au communiqué commun du 6 janvier (France, Allemagne, Italie, Pologne, Espagne, Royaume-Uni, Danemark) : sécurité arctique comme priorité partagée, souveraineté et frontières inviolables⁹. Mais il rend le signal opératoire.

Deux difficultés pratiques s'imposent : la logistique arctique (projection, soutien, communications) et une possible dépendance partielle à des moyens de transport stratégique que nous ne possédons pas – ce qui impose une préparation civile/militaire, et idéalement un appui britannique et scandinave maximal. Ce scénario risque une colère présidentielle américaine pouvant conduire à des représailles (commerce, numérique, Ukraine). C'est le prix de la crédibilité : toute dissuasion implique un risque d'escalade politique.

Scénario 3 – Confrontation effective, humiliation tactique, coût politique maximal pour Washington : le “moment Suez”

Suite au déploiement préventif (scénario 2), Trump décide tout de même de passer en force. Les forces américaines, supérieures en nombre et en technologie, encerclent et neutralisent les dispositifs européens, même sans coup de feu (blocus, cyber, saturation informationnelle, incidents “gris”, encerclement maritime), et forcent à une “évacuation amicale”.

L'Europe perd militairement, mais les États-Unis paient un coût politique exorbitant. L'image d'une Amérique annexant un allié de l'OTAN détruit sa réputation et ouvre une crise intérieure (Congrès, opinion, Républicains institutionnels). L'OTAN telle que nous la connaissons cesse d'exister. Cet électrochoc accélère l'intégration de la défense européenne, découplée des USA par nécessité absolue.

III • Que faire : une stratégie européenne en deux étages (politique et militaire)

Le scénario 1 est le plus dangereux à long terme. Accepter l'amputation du territoire européen contre une promesse incertaine sur l'Ukraine signerait la fin de l'Europe politique. Entre les scénarios 1 et 3, le 3 est préférable.

Le scénario 2 (dissuasion préventive) apparaît comme la seule option rationnelle pour tenter de modifier le calcul coût/bénéfice de la Maison Blanche. Trump cherche des victoires faciles (low hanging fruits). La présence physique d'Européens transforme l'appropriation du Groenland en crise majeure.

Étage A – Faire monter le coût politique américain, tout de suite

C'est l'axe prioritaire, parce qu'il exploite les points de friction réels : élus républicains critiques, débats sur les War Powers, malaise OTAN au Congrès¹⁰. Il faut une offensive coordonnée et publique : déplacements d'élus européens à Washington, auditions, tribunes, relais dans les médias américains, mobilisation des communautés stratégiques (anciens militaires, think tanks). L'objectif n'est pas de convaincre Trump, mais de rendre le coût interne prohibitif. C'est le levier le plus "asymétrique" pour l'Europe : faire monter le coût politique domestique là où Trump est vulnérable.

Étage B – Crédibiliser la dissuasion par le terrain, sans posture de duel

Un renforcement défensif discret, à la demande du Danemark et en lien avec Nuuk, a trois vertus : réduire l'opportunité, donner des arguments aux modérés américains ("vous allez vraiment tirer sur des alliés ?"), et protéger le Danemark d'un tête-à-tête impossible.

And Ukraine?

Le chantage "Groenland contre Ukraine" est stratégiquement toxique : céder un territoire européen sous pression d'un allié détruit la base politique de toute garantie ultérieure. Le meilleur moyen de protéger l'Ukraine n'est pas de céder le Groenland ; c'est d'empêcher que que l'OTAN ne devienne un racket organisé.

III • Le Groenland est un test de réalité

On s'en voudrait de ne pas rappeler quelques vérités de base. Menacer ou employer la force contre l'intégrité territoriale d'un État viole le principe cardinal de l'article 2(4) de la Charte des Nations unies. La logique même du Traité de l'Atlantique nord repose sur l'idée que la sécurité collective ne peut pas survivre à une préddation interne ; l'article 5 est conçu pour répondre à une agression, non pour l'organiser de l'intérieur. Le Groenland n'est pas une "colonie disponible".

La loi danoise de 2009 sur l'autonomie (Self-Government Act) reconnaît le droit à l'autodétermination du peuple groenlandais mais prévoit que toute décision d'indépendance relève des Groenlandais (référendum) ET d'un arrangement avec le Danemark¹¹.

Dans les derniers jours, les cinq partis du Parlement groenlandais ont publié une déclaration commune : “Nous ne voulons pas être Américains (...) nous voulons être Groenlandais¹².” Si la revendication américaine reste dans le registre de la coopération militaire, le cadre 1951/2004 permet des ajustements sans drame¹³. Mais si la ligne reste ownership et touche aux frontières et à la souveraineté, l’enjeu devient existentiel. Si l’Europe n’est pas prête à défendre physiquement le territoire d’un de ses membres face à une annexion, fût-elle le fait d’un allié, elle renonce à son statut de puissance pour accepter celui de protectorat.

Entre le risque d’une crise majeure avec Washington et la certitude d’une vassalisation, le choix de la résistance préventive s’impose. C’est le seul qui garde l’Europe dans le jeu.

FOOTNOTES :

¹ *Danish PM says Trump’s idea of selling Greenland to U.S. is absurd*

² *Trump discussing how to acquire Greenland, US military always an option, White House says*

³ *Trump lays out a vision of power restrained only by “My own morality”*

⁴ *Treaties and other international acts series 046806*

⁵ *Rubio to meet Denmark leaders next week, signals no retreat on Trump’s Greenland goal*

⁶ *Rubio plans to meet with Danish officials next week to talk about US interest in Greenland*

⁷ *US senators foresee vote on reining Trump in over Greenland*

⁸ *Joint Statement on Greenland*

⁹ *US senators foresee vote on reining Trump in over Greenland*

¹⁰ *Act on Greenland Self-Government*

¹¹ *Greenland’s parliament will bring forward meeting to discuss US threats, party leaders say*

¹² *Greenland’s parliament will bring forward meeting to discuss US threats, party leaders say*

¹³ *Agreement between the UNITED STATES OF AMERICA and DENMARK*